

DES TENDANCES SOCIALISTES

DU

GOUVERNEMENT EN FRANCE.

Il n'est pas de pays où la manie de trop gouverner ait pris de plus profondes racines qu'en France et où elle ait causé plus de mal.

JEFFERSON.

Nous sommes assez loin, aujourd'hui, de la crise violente qui a suivi la révolution de Février, pour nous arrêter dans notre course, — j'allais dire, notre fuite, — et jeter, derrière et devant nous, un regard calme, débarrassé des illusions de la joie ou du trouble de l'épouvante. Il faut revenir sur le danger qui nous a menacés, et examiner si nous n'avons pas contribué nous-mêmes à le faire naître par nos erreurs en fait de gouvernement et les abus de la centralisation.

La France, après Février, a rencontré dans une très-petite fraction de la nation, que l'on a désignée par le nom de *socialiste*, des exigences insatiables, — des prétentions gigantesques, dont l'absurdité n'a eu d'égal que l'effroi de la majorité. Parce que les socialistes ont cru que tout était possible, le reste de la nation a cru que tout était perdu. Cet excès des désirs, d'une part, et de la crainte, de l'autre, a été aussi peu honorable pour le caractère et l'intelligence de notre patrie, que nuisible à ses intérêts et au développement légitime des idées de progrès. Nous ne voulons pas répondre, cependant, à toutes les questions soulevées par l'apparition de socialisme; il nous suffit de savoir que, s'il existe, c'est qu'il a, quelque part, sa raison d'exister; nous nous bornerons donc à signaler quelques-unes de ses causes, les plus générales et les moins contestées. La première et la plus puissante est, sans contredit, l'ignorance trop universelle, en France, des notions élémentaires de l'Économie politique. Si on connaissait mieux le rôle de la concurrence, quelle est la nécessité de l'épargne, comment se forme le capital et quels sont ses rapports avec les salaires; en un